

## Religion

## Des «villages juifs» à l'égalité, une longue discrimination

La communauté israélienne suisse fête cette année les 150 ans de son émancipation

Gabriel Sassoon Zurich

Les villages de Lengnau et d'Endingen sont plantés dans un décor de carte postale, au cœur du Surbtal argovien. Rien ne semble distinguer ces deux paisibles bourgades des autres communes de la région. Si ce n'est peut-être la présence de synagogues dans chacune des communes. Ou celle du plus vieux cimetière de Suisse. Ou encore celle de deux portes d'entrée sur les façades de certaines maisons. Nous voici dans les anciens «Judendörfer», berceau du judaïsme suisse.

À partir de 1776, et pendant près d'un siècle, Lengnau et Endingen étaient en effet les deux seules communes du pays où les Juifs avaient le droit de s'établir. Ce n'est qu'en 1866 que ces derniers obtiennent le droit de s'installer sur l'ensemble du territoire helvétique. La Fédération suisse des communautés israéliennes commémore ce 150<sup>e</sup> anniversaire dimanche à Berne, en présence du président de la Confédération, Johann Schneider-Ammann.

## Le Grütli des Juifs

«Le Grütli des Juifs de Suisse, est ici, à Lengnau et à Endingen», lance Roy Oppenheim. Cet ancien journaliste et habitant de Lengnau est l'initiateur d'un sentier culturel traversant les deux villages et mettant en lumière l'histoire des lieux. Installés dans plusieurs villes de Suisse dès le XIII<sup>e</sup> siècle, les Juifs en sont chassés à partir de la fin du XV<sup>e</sup> siècle, après que les chrétiens ont obtenu le droit de pratiquer le prêt d'argent. L'activité était réservée jusque-là à la minorité juive. Le bailli du comté de Baden décide cependant de tolérer la présence de Juifs à Endingen et à Lengnau. Un choix qui n'est pas désintéressé: les Juifs doivent périodiquement s'acquitter d'une forte taxe en échange de ce privilège. Ils sont alors considérés comme des «étrangers sous protection des Confédérés».

## Pressions étrangères

Si les Israéliens jouissent alors d'une certaine autonomie, ils restent frappés de plusieurs interdits. Ils ne peuvent par exemple pas exercer de nombreuses profes-



Avant la construction du cimetière de Lengnau et d'Endingen, en 1750, les Juifs devaient être enterrés sur un îlot sur le Rhin. DR

16830

C'est le nombre de Juifs âgés de plus de 15 ans établis en Suisse (en 2013)

## «La laïcisation devient problématique»

● **Herbert Winter, que représente pour vous ce 150<sup>e</sup> anniversaire?**  
Le vote de 1866 a été un tournant pour la communauté juive de Suisse, le point de départ de notre histoire ici. On me demande souvent si les Juifs de Suisse sont intégrés. Or, depuis cette date, nous sommes devenus partie intégrante de la société suisse, à laquelle nous contribuons dans des domaines variés: politique, économie, sciences, culture. Même si nous avons parfois rencontré des obstacles. Je pense par exemple à l'interdiction de l'abbatage rituel. Il existe chez certains un sentiment ambivalent envers les Juifs, comme si nous n'étions pas vraiment des citoyens comme les autres. Mais c'est accessoire, nous vivons avec et nous efforçons d'expliquer qui nous sommes.

**Ces dernières années, des attaques ciblant des Juifs en France ont inquiété la communauté helvétique. Qu'en est-il aujourd'hui?**

Le sentiment d'insécurité remonte à bien plus longtemps que cela. Mais il s'est intensifié



Herbert Winter  
Président de la Fédération suisse des communautés israéliennes

après les attaques de Toulouse, il y a quatre ans. C'est un défi perpétuel et important pour nous de pouvoir assurer notre sécurité. Mais tout cela coûte énormément d'argent et nous regrettons que l'Etat ne nous aide pas à supporter cette charge.

**A quels autres défis fait face la communauté juive?**

Nous sommes confrontés à une tendance grandissante à la laïcité. Cela se manifeste notamment par une tolérance moindre de la part des autorités, lorsqu'il s'agit par exemple d'accorder des dispenses scolaires pour des fêtes juives. C'est un problème pour nous comme pour d'autres minorités.

**Des organisations juives s'alarment d'une hausse de l'antisémitisme. La constatez-vous?**

Des études montrent qu'en Suisse il n'y a pas davantage d'antisémitisme, mais nous constatons qu'il est devenu plus fort et agressif, particulièrement sur les réseaux sociaux. À cela il faut ajouter que la menace d'attentats terroristes antisémites s'est accrue. **G.S.**

Les Juifs n'obtiendront leur émancipation qu'au terme d'un long processus, et sous la pression de puissances étrangères - la France ou les Pays-Bas ne tolèrent pas que leurs ressortissants juifs soient moins bien traités en Suisse. En 1866, le peuple accepte à 53,2% de leur accorder la liberté d'établissement et les mêmes droits civiques. La Suisse est parmi les derniers pays d'Europe à le faire.

En 1874, les Juifs obtiennent la liberté de culte lors de la révision de la Constitution. Ils sont désormais sur le papier des citoyens suisses à part entière. Mais leur chemin vers l'intégration se heurte à des manifestations ponctuelles d'antisémitisme.

Appelé pour la première fois de son histoire à voter sur une initiative populaire, le peuple interdit en 1893 l'abbatage rituel sans étouffement préalable. La motivation des initiateurs? Décourager l'immigration juive. Aujourd'hui encore, la viande casher doit être importée.

On se rappelle également que, dans les années 1930, face aux craintes d'«enjuivement» du territoire helvétique, la Suisse demande au voisin allemand d'apposer le tampon «F» sur les passeports des Juifs d'outre-Rhin. Plus récemment, à la fin des années 1990, l'affaire des fonds juifs en désherédence révèle un antisémitisme latent. L'accusation de «chantage» lancée par le conseiller fédéral Jean-Pascal Delamuraz au Congrès juif mondial fera polémique.

## «Une vie sans problème»

Il ne reste aujourd'hui dans les anciens «villages juifs» du Surbtal qu'une trentaine de membres de la communauté juive, alors qu'Endingen en comptait 1000 en 1850. Parmi eux, Jules Bloch, l'un des derniers marchands de bétail juifs du pays. «Beaucoup de choses se sont améliorées pour nous en cent cinquante ans. Désormais, nous bénéficions de tous les droits et nous menons une vie sans problème.» Même si, dit-il, l'ombre de l'antisémitisme plane toujours. «Mon fils enlève sa kippa lorsqu'il va chercher ses enfants à l'école. En tant que Juif, je pense que nous devons faire attention.»

**«Juifs de Suisse: 150 ans d'égalité des droits»**, dimanche, dès 17 h 30, au Kornhausforum de Berne, Kornhausplatz 18. Entrée libre. Une exposition itinérante de portraits de 15 personnalités juives est aussi organisée. Informations à l'adresse [www.swissjews.ch](http://www.swissjews.ch)

## L'UDC dépose son référendum sur l'asile

Le parti agrarien conteste notamment l'introduction d'une assistance juridique gratuite pour requérants dans la révision de la loi

Le peuple aura certainement à se prononcer sur la révision de la loi sur l'asile, adoptée à une large majorité au parlement l'an dernier. L'UDC a déposé hier à Berne son référendum contre ce texte. Elle estime qu'il ne fera que renforcer les abus et l'«attractivité» de la Suisse en matière d'asile. Le parti a récolté 65 376 signatures, alors que 50 000 parafonts sont requis.

La révision de la loi sur l'asile vise à renforcer la capacité d'accueil de requérants ainsi qu'à accélérer la durée des procédures. Elle introduit une assistance juridique gratuite pour les demandeurs d'asile et la possibilité de réquisitionner terrains et bâtiments pour construire des centres d'asile. Deux «innovations» de Céline Amaudruz juge «choquantes»: «Donner aux requérants le droit à un avocat gratuit ne fera qu'allonger les procédures, estime la conseillère nationale (UDC/GE). L'avocat fera tout pour retarder une décision définitive pour prolonger son mandat, aux frais du contribuable. Le nombre de recours va augmenter et la situation va devenir ingérable.»

La Confédération a pourtant tiré un bilan intermédiaire positif après le lancement, en 2014, d'une phase test de procédures accélérées dans un centre pilote à Zurich: la durée des procédures a été réduite de près de 30%. «Les avocats se retiennent sans doute pour la phase pilote en attendant la loi définitive», lance le président de l'UDC, Toni Brunner. «Le centre pilote est un décor de carton-pâte», ajoute le conseiller national zurichois Roger Köppel.

National possibilité pour la Confédération d'«exproprier» les pouvoirs publics et des privés pour construire des centres d'accueil est par ailleurs une atteinte aux droits de la propriété, selon l'UDC. «Si Berne considère qu'il y a un intérêt public à le faire, il nous semble normal de demander au peuple de se prononcer sur la question», déclare Céline Amaudruz.

Lors du vote sur la modification urgente de la loi sur l'asile, en 2013, l'UDC avait soutenu l'accélération des procédures et le renforcement de la capacité des centres fédéraux. **G.S.**

Notre dossier sur l'asile  
[www.asile.tdg.ch](http://www.asile.tdg.ch)

## Référendum La loi sur le renseignement dans les urnes

Le peuple devra se prononcer sur la nouvelle loi sur le renseignement. «L'alliance contre l'Etat fouineur» a déposé hier son référendum, avec plus de 67 000 signatures. La révision de la loi permet au Service de renseignement de la Confédération de mettre sur écoute lieux privés et téléphones. Les opposants refusent que la Confédération espionne la vie privée sans soupçons fondés et sans contrôles efficaces, a plaidé hier, à Berne, le président de la Jeunesse socialiste suisse (JSS), Fabian Molina. **ATS**

## Elle a dit

«Le sexisme et la violence sexuelle dans les espaces publics sont malheureusement ancrés depuis longtemps dans nos mœurs»

Cesla Amarelle  
Vice-présidente des Femmes socialistes suisses



## Santé L'épidémie de grippe arrive par le sud-est

La grippe arrive en Suisse romande. Seuls le centre de la Suisse, le Tessin et les Grisons ont toutefois franchi le seuil épidémique pour l'instant: depuis la semaine dernière, le nombre de consultations médicales pour des symptômes de grippe y a franchi la barre fatidique de 68 cas de suspicion d'influenza pour 100 000 habitants. En Suisse romande, les cantons de Fribourg, du Jura et de Berne sont pour l'instant davantage touchés par le virus que Genève, Vaud, Neuchâtel et le Valais. **ATS**

## Archéologie



Des archéologues ont découvert 57 tombes médiévales datant des VI<sup>e</sup> et VII<sup>e</sup> siècles à Fehraltorf (ZH). Des bijoux, des armes et des ustensiles ont été mis au jour avec les ossements. Ils témoignent du passage du nord de la Suisse en main mérovingienne, vers l'an 530. Des membres de la classe supérieure des Francs étaient alors stationnés le long des axes importants et dans les cités. Fehraltorf se situe le long d'une ancienne voie romaine. **ATS**

## Le chiffre

40

C'est, en millions de francs, le montant des rallonges budgétaires et dépassements de crédits attribués à l'asile et à la lutte contre le terrorisme. La délégation des finances du parlement a accédé hier à la demande du Conseil fédéral. Les 6,3 millions accordés à l'antiterrorisme permettront de financer la création de 86 postes supplémentaires. Les 33,7 millions débloqués pour l'asile serviront notamment à engager des interprètes, louer et exploiter des sites d'hébergement, mais aussi à financer les aides sociales pour les requérants d'asile. **P.M.**

## Père infanticide

**Valais** Un père de famille de 49 ans qui a tué sa fille de 7 ans en juin 2012, à Loèche-les-Bains, risque 16 ans de prison pour assassinat. Il a comparu hier devant la justice valaisanne. L'homme a présenté ses excuses à sa femme, dont il est en instance de divorce, à l'issue du procès: «C'est très grave, je mérite une sanction.» **ATS**

## Duo condamné

**Justice** Deux Macédoniens qui avaient fait usage d'armes à feu lors d'une rixe en décembre 2014, à Zollikofen (BE), ont été condamnés à 7 et 5 ans et demi de réclusion pour tentative de meurtre par dol éventuel. L'un de leurs adversaires avait reçu une balle dans une cuisse. **ATS**